LA MORT DU COUP D'ÉTAT OU LA MORT DES CONSTITUTIONS

Les pays de l'Amérique latine luttaient contre la pire des crises économiques de l'histoire dans le cadre d'un ordre institutionnel relatif.

Tandis que le président des États-Unis, Barack Obama, en visite à Moscou pour aborder des sujets cruciaux en matière d'armes nucléaires, déclarait que le seul président constitutionnel du Honduras était Manuel Zelaya, l'extrême droite et les faucons se livraient à Washington à des manœuvres dans le but de le faire négocier un pardon humiliant au titre des illégalités qui lui sont attribuées par les putschistes.

Il était évident que cet acte équivaudrait auprès de son peuple et du monde à sa disparition de la scène politique.

Nul ne doute que lorsque Zelaya a annoncé sa rentrée le 5 juillet il était décidé à honorer sa promesse de partager avec son peuple la brutale répression putschiste.

Le président hondurien était accompagné de Miguel d'Escoto, président pro tempore de l'Assemblée générale des Nations Unies, de Patricia Rodas, ministre hondurienne des Relations extérieures, et d'un journaliste de la chaîne Telesur, entre autres, soit au total neuf personnes. Zelaya a maintenu sa décision d'atterrir. Je sais qu'en plein vol, alors qu'il s'approchait de Tegucigalpa, on l'a mis au courant des images transmises par Telesur, au moment où la foule énorme qui l'attendait à l'extérieur de l'aéroport était attaquée par les militaires à l'aide de gaz lacrymogènes et de fusils automatiques.

Sa réaction immédiate a été de demander de prendre de la hauteur afin de dénoncer les faits à travers Telesur et d'exiger aux chefs de la troupe de mettre fin à la répression. Il les informa par la suite qu'il allait atterrir. Le haut commandement ordonna alors d'obstruer la piste. Ce qu'ont fait, en quelques secondes, les véhicules de transport motorisés.

Le Jet Falcon survola trois fois, à faible hauteur, l'aéroport. D'après les experts, le moment le plus tendu et dangereux pour les pilotes de petits avions rapides, comme celui où voyageait le président, c'est quand ils réduisent la vitesse pour toucher la piste. Aussi pense-je que cette tentative de rentrer au Honduras a été audace et courageuse.

S'ils voulaient le juger au titre de soi-disant délits constitutionnels, pourquoi l'ont-ils interdit d'atterrir ? Zelaya sait que la Constitution du Honduras ainsi que le droit des peuples d'Amérique latine d'élire leurs gouvernants étaient en jeu.

Le Honduras est aujourd'hui non pas seulement un pays occupé par les putschistes mais aussi un pays occupé par les forces armées des États-Unis.

La base militaire de Soto Cano, connue aussi sous le nom de Palmerola, située à moins de 100 kilomètres de Tegucigalpa, fut réactivée en 1981 sous l'administration de Ronald Reagan. Elle fut utilisée par le général Oliver North alors qu'il dirigea la sale guerre contre le Nicaragua ; le gouvernement des États-Unis mena depuis cette base les attaques contre les révolutionnaires salvadoriens et guatémaltèques au prix de dizaines de milliers de vies.

C'est là qu'est stationnée la Force opérationnelle mixte Bravo des États-Unis, formée d'éléments des trois armées et occupant 85 pour 100 de la surface de la base. Eva Golinger fait connaître son rôle dans un article publié sur le site numérique Rébellion le 2 juillet 2009, intitulé Base militaire US au centre du

coup d'État perpétré au Honduras. Elle y explique que « la Constitution du Honduras n'admet pas légalement la présence militaire étrangère dans le pays. Un accord « verbale » entre Washington et le Honduras y autorise l'importante et stratégique présence des centaines de militaires états-uniens, en vertu de cet accord « semi permanent ». Il a été conclu en 1954 dans le cadre de l'aide militaire offerte par les États-Unis au Honduras… le troisième pays le plus pauvre de l'hémisphère ». Et d'ajouter : « … l'accord qui justifie la présence militaire des États Unis dans ce pays centre américain peut être annulé sans avis préalable. »

Soto Cano est d'ailleurs le siège de l'Académie d'aviation du Honduras. Une partie des membres de la force opérationnelle militaire états-unienne est formée de soldats honduriens.

Quel est l'objectif de la base militaire, des avions, des hélicoptères et de la force opérationnelle des États-Unis au Honduras ? Il ne fait aucun doute qu'elle sert exclusivement à être utilisée en Amérique centrale. La lutte contre le trafic de stupéfiants n'exige pas de telles armes.

Si le président Manuel Zelaya n'est pas restitué dans son poste, une vague de coups d'État menace de balayer un bon nombre de gouvernements d'Amérique latine ou alors ceux-ci resteront à la merci des militaires de l'extrême droite, formés dans la doctrine de sécurité de l'École des Amériques, experte en tortures, guerre psychologique et terreur. L'autorité de nombre de gouvernements civils d'Amérique centrale et du Sud serait minée. Les temps ténébreux de jadis ne sont pas très loin. Les militaires putschistes ne feraient même pas attention à l'administration civile des États-Unis. Cela pourrait s'avérer très négatif pour un président qui, comme Barack Obama, veut améliorer l'image de ce pays. Le Pentagone obéit formellement au pouvoir civil. Les légions, à l'instar de ce qui s'est passé à Rome, n'ont pas encore pris les rênes de l'empire.

Il ne serait pas compréhensible que Zelaya accepte maintenant des manœuvres dilatoires qui ne feraient qu'épuiser les considérables forces sociales qui le soutiennent et qui ne conduisent qu'à une usure irréparable.

Le président illégalement renversé ne cherche pas le pouvoir. Il défend un principe et comme l'a dit Martí : « Un principe juste depuis le fond d'une caverne est plus puissant qu'une armée ».

Fidel Castro Ruz
Le 10 juillet 2009
18 h 15

Date:

10/07/2009

Source URL: http://www.fidelcastro.cu/fr/articulos/la-mort-du-coup-detat-ou-la-mort-des-constitutions?width=600&height=600